

Accord-cadre n° 2025_022

Fournitures courantes et de services

Campagne de communication pour la lutte contre les boissons sucrées

Cahier des charges valant cahier des clauses particulières techniques et administratives (CCP)

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, passé selon la procédure adaptée

- Article L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique

Sommaire

GLOSSAIRE ET ABREVIATION	4
ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	5
ARTICLE 3. LE CONTEXTE	6
ARTICLE 4. OBJECTIFS DE LA CAMPAGNE	7
ARTICLE 5. PUBLICS CIBLES	7
ARTICLE 6. PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DE L'ACTION	7
ARTICLE 7. PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS	8
ARTICLE 8. CONTRAINTES TECHNIQUES	8
ARTICLE 9. PLANNING PREVISIONNEL	8
ARTICLE 10. PRIX DU MARCHE	9
10.1. MODES DE FINANCEMENT	9
10.2. CONTENU DES PRIX	9
10.3. DETERMINATION DU PRIX DES PRESTATIONS	9
10.4. REVISION DES PRIX	9
10.5. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
10.6. DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	10
10.7. MODALITES DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
10.7.1. Demande de paiement du titulaire	11
10.7.2. Modalités des demandes de paiement en cas de cotraitance	11
10.8. SUSPENSION DU DELAI DE PAIEMENT	11
10.9. AVANCES	11
10.9.1. Principe du versement de l'avance	11
10.9.2. Montant de l'avance	11
10.9.3. Modalités de versement de l'avance	12
10.9.4. Remboursement de l'avance	12
ARTICLE 11. DISPOSITION RELATIVE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA)	12
ARTICLE 12. EMISSION DES BONS DE COMMANDE	12
ARTICLE 13. PROCEDURE/FORME, ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE	13
13.1. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	13
13.2. DUREE DU MARCHE	14
13.3. ALLOTISSEMENT	14
13.4. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	14
ARTICLE 14. CORRESPONDANTS	14
ARTICLE 15. VERIFICATION/ADMISSION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 16. OBLIGATIONS DES PARTIES	15
16.1. LE TITULAIRE S'ENGAGE	15
16.2. L'ARS S'ENGAGE	15

ARTICLE 17.	PENALITES.....	15
17.1.	RETARD IMPUTABLE AU TITULAIRE	15
17.2.	RETARD NON IMPUTABLE AU TITULAIRE	15
ARTICLE 18.	SOUS-TRAITANCE.....	16
18.1.	DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS	16
18.2.	MODALITE DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS PAR VIREMENT	16
ARTICLE 19.	COTRAITANCE	16
ARTICLE 20.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	17
20.1.	CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	17
20.2.	FORCE MAJEURE.....	17
ARTICLE 21.	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	17
ARTICLE 22.	CESSION DE CREANCES	18
ARTICLE 23.	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	18
ARTICLE 24.	RESILIATION DU MARCHE	19
ARTICLE 25.	RGPD	19
25.1.	PREAMBULE - PRECISIONS TERMINOLOGIQUES.....	19
25.2.	DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	20
25.3.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR (ARTICLE 28.3 DU RGPD).....	20
25.4.	SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT (ARTICLES 28.2 ET 28.4 DU RGPD)	21
25.5.	DROIT D'INFORMATION ET EXERCICE DES PERSONNES CONCERNEES PAR LE TRAITEMENT (ARTICLES 13 A 15 DU RGPD).....	21
25.6.	NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (ARTICLE 33 DU RGPD) 21	
25.7.	SORT DES DONNEES (ARTICLES 28.3.G DU RGPD).....	21
ARTICLE 26.	ECHANGE ET COMMUNICATION	22
ARTICLE 27.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	22

GLOSSAIRE ET ABREVIATION

ARS : Agence Régionale de Santé

DPGF : Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire

CCP : Cahier des clauses particulières

CCAG FCS : Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services

DROM : Départements et régions d'outre-mer

Marché public : Contrat conclu à titre onéreux par un acheteur public pour répondre à ses besoins en matière de travaux, fournitures ou services

Prestations : Ensemble des services fournis dans le cadre du marché, ici comprenant la conception, la réalisation et la diffusion de la campagne de communication

Campagne de communication : Ensemble des actions de sensibilisation et d'information destinées à promouvoir la lutte contre la consommation excessive de boissons sucrées

Supports de communication : Tout moyen ou outil utilisé pour diffuser la campagne (affiches, spots TV/radio, réseaux sociaux, brochures, etc.)

Livrables : Documents, contenus ou matériels remis par le prestataire à l'ARS conformément aux exigences du marché

Cible : Public visé par la campagne de communication (grand public, enfants, familles, professionnels de santé, etc.)

KPI (Key Performance Indicator) : Indicateurs clés permettant de mesurer l'efficacité de la campagne

Article 1. Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet **la conceptualisation d'une stratégie de communication en 360 pour la lutte contre les boissons sucrées sur le territoire, sa production et son déploiement tout au long du mois de novembre 2025.**

Cette campagne de communication sera à destination de la population générale à Mayotte. Elle devra répondre aux codes actuels de la communication.

Article 2. Présentation de l'établissement

Etablissement public administratif de l'Etat et placée sous la tutelle du ministère des solidarités et de la santé, l'Agence régionale de santé de Mayotte a été créée le 1^{er} janvier 2020. Elle fait suite à l'Agence Régionale de Santé Océan Indien qui rassemblait jusqu'au 31 décembre 2019, les territoires de La Réunion et de Mayotte. Au 1^{er} janvier 2020, elle disparaît et laisse place à deux ARS indépendantes : l'Agence Régionale de Santé Mayotte et l'Agence Régionale de Santé de La Réunion.

L'ARS Mayotte en tant que pouvoir adjudicateur intervient dans les domaines suivants :

- Prévention des maladies, des handicaps et de la perte d'autonomie ;
- Organisation de la veille sanitaire et suivi des éléments significatifs de la santé dans la région et réponse aux alertes sanitaires ;
- Développement de l'ensemble du champ des soins hospitaliers et des soins de villes ;
- Contrôle de gestion et pilotage des ressources et de la performance de l'hôpital public ;
- Pilotage de la politique régionale d'accompagnement médico-social des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie.

Article 3. Le contexte

Une forte consommation des boissons sucrées sur le territoire

A Mayotte, les consommations moyennes de boissons sucrées ont connu une forte augmentation depuis 2005, avec des implications importantes pour la santé publique.

Ainsi, les dépenses pour les boissons non alcoolisées seraient de 9% pour les ménages de Mayotte contre 4,8% pour les ménages de l'hexagone. (BRASSET 2014).

Ce changement de comportement se retrouve à différentes échelles sur l'ensemble des DROM.

En parallèle, nous notons :

- Une augmentation conséquente des importations de boissons rafraichissantes (jus de fruits, soda et eau de table) entre 2014 et 2020 avec + 108% (DAAF Mayotte) ;
- 15% de la population déclare boire quotidiennement des boissons sucrées industrielles en 2019 (focus indicateurs nutrition santé 2023) ;
- 22% des enfants de 10-12 ans déclarent boire quotidiennement des boissons sucrées en 2019 (enquête santé jeunes ARS Rectorat).

Les effets de cette surconsommation sont alarmants, comme en témoigne la prévalence élevée des pathologies chroniques telles que l'obésité (54 % des plus de 15 ans sont en surcharge pondérale), le diabète, l'hypertension artérielle et les caries dentaires.

Données principales sur les maladies nutritionnelles :

- *54% de la population de plus 15 ans est en surcharge pondérale (surpoids & obésité)
- *53% des femmes de 30-49 ans sont en situation d'obésité (19% pour les hommes) et ce chiffre monte à 2*56% après 50 ans (22% chez les hommes)
- *3% de la population touchée par l'obésité morbide
- *4% des 10-12 ans sont en obésité et 7% en surcharge pondérale. (5% des filles en obésité et 11% en surpoids)

Une campagne de communication adaptée

Face à ce constat, l'Agence Régionale de Santé souhaite lancer une campagne de communication.

Article 4. Objectifs de la campagne

- Sensibiliser à l'impact sur la santé
 - Informer sur les risques liés à une consommation excessive : obésité, diabète, hypertension, maladies cardiovasculaires, problèmes dentaires.
 - Mettre en évidence la présence de sucre dans les boissons industrielles et artisanales commercialisées à Mayotte
- Changer les comportements alimentaires
 - Encourager à réduire la consommation de sodas, jus industriels, sirops, jus « maison » avec sucre ajouté en quantité importante.
 - Promouvoir des alternatives plus saines (eau, jus naturels sans sucre ajouté, infusion, eau aromatisée maison).
- Adapter le message au contexte local
 - Utiliser des images, exemples et témoignages mahorais pour que le public s'identifie.
 - Tenir compte des habitudes culturelles et sociales autour de la consommation de boissons.
- Agir en prévention collective
 - Toucher en priorité les jeunes et les familles, très exposés aux boissons sucrées.
 - Contribuer à réduire à long terme les maladies chroniques liées au sucre.
- Valoriser la responsabilité collective
 - Impliquer les partenaires (écoles, PMI, associations, professionnels de santé, etc.) dans la diffusion du message.

Article 5. Publics cibles

Cette campagne s'adresse à la population de Mayotte avec une volonté de rendre les messages particulièrement accessibles aux plus jeunes et aux publics éloignés des actions collectives ou peu sensibilisés aux thématiques de nutrition, d'alimentation et de sport.

Article 6. Périmètre géographique de l'action

Cette campagne de communication est territorialisée. Elle sera déployée uniquement sur le territoire de Mayotte.

Article 7. Prestations et livrables attendus

Conseil stratégique et gestion de projet	<ul style="list-style-type: none">• Appui stratégique durant toute la campagne• Veille créative et stratégique en fonction de nos objectifs et des spécificités du territoire mahorais en lien avec la thématique• Proposition de concepts créatifs adaptés aux différents canaux envisagés.• Proposition d'un planning de travail et respect du planning validé
Marketing digital sur les réseaux sociaux et en ligne	<ul style="list-style-type: none">• Appui stratégique• Déploiement et application de la stratégie• Création et diffusion d'outils adaptés• Analyse des KPI et ajustement des campagnes
Production des contenus et outils	<ul style="list-style-type: none">• Identité visuelle• Pictogrammes et illustrations• Support statiques (Affiche, livret, flyers, dépliant, brochures, kakémonos, bâches invitations, etc.)• Supports animés (bannières réseaux sociaux, visuels, etc.)• Présentations dynamiques de type Power-Point• Productions audiovisuelles (vidéos, spots radios, motion design, etc.)• Photographies• Goodies• Impression (supports print et goodies)
Événementiel	<ul style="list-style-type: none">• Proposition stratégique• Organisation, déploiement et coordination

Article 8. Contraintes techniques

- Les livrables doivent être pensés en fonction des spécificités locales notamment au niveau des trois langues parlées à Mayotte
- Une bonne connaissance du territoire et du contexte de l'île est nécessaire
- La réactivité et la flexibilité doivent être pris en considération

Article 9. Planning prévisionnel

Début du déploiement de la campagne : 1^{er} novembre 2025 jusqu'au 30 novembre 2025

Article 10. Prix du marché

Les prestations, objet du présent marché, sont financées par le budget annexe de l'ARS Mayotte.

10.1. Modes de financement

Le financement des prestations de communication sera proposé sous forme de prix forfaitaires correspondant aux différentes actions ou supports de la campagne (conception graphique, production de contenus, diffusion, suivi, reporting, etc.).

Le règlement s'effectuera mensuellement, sur la base des prestations effectivement réalisées pendant la durée totale du marché, qui est fixée à 2 mois.

Les candidats renseigneront les pièces financières en fonction des prestations qu'ils proposent.

10.2. Contenu des prix

L'accord-cadre sera attribué sur le fondement de la simulation de campagne figurant en annexe 1 de l'Acte d'engagement.

L'accord-cadre est conclu à prix forfaitaires. Les prix des différentes prestations sont détaillés dans la Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (DPGF), joint en annexe 1 de l'Acte d'engagement.

10.3. Détermination du prix des prestations

Le prix des prestations est fixé et déterminé selon :

- La nature et l'ampleur des actions de communication : type de supports, format, volume et complexité des contenus à produire (affiches, vidéos, spots radio, publications digitales, etc.) ;
- Les prestations incluses dans l'offre : conception graphique, production des contenus, diffusion, suivi et reporting, ainsi que toute prestation complémentaire proposée par le prestataire ;
- La durée du marché : le calcul du prix tiendra compte de la période totale de réalisation de la campagne, à partir de la date de démarrage définie dans le marché ;
- Le volume estimé de prestations : le nombre d'actions ou de supports à produire sera pris en compte pour déterminer le prix global.

10.4. Révision des prix

Les prix indiqués dans l'annexe financière sont fermes pour la durée du marché.

10.5. Présentation des demandes de paiement

Les factures seront transmises à l'ARS Mayotte par transmission sur la plateforme CHORUS: le prestataire doit déposer sur la plateforme CHORUS (chorus-pro.gouv.fr) ses factures en mentionnant obligatoirement les trois éléments suivants :

- le n° d'engagement juridique
- le n° SIRET de l'ARS
- le n° du marché : 2025-022

Outre les mentions légales, la facture pour ces prestations mentionne :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- n° SIRET du titulaire ;
- mention du RIB ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le cas échéant, le numéro du bon de commande ;
- l'objet des prestations ;
- les prix unitaires ;
- les prestations réalisées ;
- le coût total HT et TTC.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, les membres du groupement devront transmettre un tableau de répartition des paiements signé par chacun d'entre eux.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur Général de l'ARS Mayotte.

Le comptable chargé du paiement est Monsieur l'Agent comptable de l'ARS Mayotte.

10.6. Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement. Il s'achève lors du règlement par le comptable public.

Le délai de paiement des versements dus au titre du paiement définitif de la prestation débute à compter de la réception de la facture conforme. Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit le bénéfice du paiement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises diminué de la retenue de garantie et après application des clauses d'actualisation et de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

10.7. [Modalités des demandes de paiement](#)

10.7.1. Demande de paiement du titulaire

Les modalités de paiement des sommes dues au prestataire feront l'objet d'un échange entre le prestataire et l'ARS à l'issu de l'attribution du présent marché.

Un avenant sera alors rédigé pour définir les modalités de paiement du prestataire.

10.7.2. Modalités des demandes de paiement en cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Cette répartition doit être décrite dans le document de présentation de la candidature (DC1 ou équivalent). Suite à l'attribution du marché, la signature par le mandataire du procès-verbal contenant l'échéancier de paiement et la répartition des paiements entre les membres du groupement vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement.

Le mandataire présente au pouvoir adjudicateur la demande de paiement détaillant l'ensemble des prestations réalisées par chaque membre du groupement et permettant le paiement direct, à chaque opérateur, des prestations réalisées.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.8. [Suspension du délai de paiement](#)

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions du marché ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. La notification de la décision de suspension du délai de paiement indique les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Cette remise a lieu par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

10.9. [Avances](#)

10.9.1. Principe du versement de l'avance

Le versement d'une avance est de droit pour chaque bon de commande lorsque les conditions fixées aux articles R.2191-16 à -18 du Code de la commande publique sont remplies.

10.9.2. Montant de l'avance

Le taux de l'avance pour le présent marché est fixé par principe à 20%. Il est relevé à 30% si l'attributaire du marché est une PME.

10.9.3. Modalités de versement de l'avance

L'avance forfaitaire doit être versée à son bénéficiaire pour l'année N dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de chaque bon de commande.

10.9.4. Remboursement de l'avance

En vertu de l'article R.2191-19 du Code précité, le remboursement de l'avance doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché pour la partie forfaitaire du marché ou pour la partie à prix unitaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Article 11. Disposition relative à la valeur ajoutée (TVA)

En application de l'article 294 1° du Code Général des Impôts, la « taxe sur la valeur ajoutée n'est provisoirement pas applicable dans les départements de la Guyane et de Mayotte ».

Article 12. Emission des bons de commande

L'exécution des prestations par le titulaire est subordonnée à l'émission d'un bon de commande par l'ARS Mayotte. Préalablement à cette émission, un échange doit être prévu entre l'ARS Mayotte et le prestataire. A l'issue de cet échange, l'ARS Mayotte adresse le bon de commande au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception. Les commandes sont réalisées par échanges dématérialisés, sur supports électroniques ou par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande sont émis et notifiés au titulaire par l'ARS à partir de la notification du marché et pendant toute sa durée, déterminée à l'article 13.2 du présent Cahier des clauses particulières.

Seuls les bons de commande passés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire.

Le démarrage de la prestation est prévu par la commande

La formulation écrite de la demande de prestation par bon de commande est émise par l'ARS et adressée au titulaire par e-mail.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché : 2025-022 ;
- le numéro de la commande ;
- le détail des prestations à réaliser ;
- le lieu d'exécution ;
- la date de livraison ou le délai d'exécution ;
- les prix €HT et €TTC de la commande ;
- la personne porteuse du dossier au sein de l'Agence.

L'envoi du bon de commande vaut ordre de service de démarrage. La date de réception du bon de commande par le prestataire est le point de départ du délai d'exécution.

Modification du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

Suspension du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Interruption du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

Article 13. Procédure/forme, allotissement et durée du marché

13.1. Procédure et forme du marché

Le marché, passé selon la procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique, est un accord-cadre mono-attributaires avec émission de bons de commande.

Il sera traité :

- ☒ à prix global et forfaitaire (DPGF)
- ☐ à prix unitaire (BPU) ;
- ☐ à prix mixtes

L'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum de 80 000 euros.

13.2. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de deux mois à compter de sa date de notification.

Il prendra automatiquement fin à l'issue de cette période, sans qu'il soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de notifier une décision de non-reconduction.

Le marché ne fera l'objet d'aucune reconduction tacite ou expresse.

13.3. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloté en raison de la nécessité pour l'ARS Mayotte de disposer d'un interlocuteur unique en raison de l'interdépendance des différentes prestations.

13.4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- le CCAG FCS (arrêté du 30 mars 2021) ;
- les éventuels avenants ;
- le document de la simulation de commande : DPGF ;
- les éventuels actes de sous-traitance ;
- les bons de commande ;
- le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, en cas de contradiction ou de différence, les pièces contractuelles du marché prévalent entre elles dans l'ordre de priorité où elles sont mentionnées ci-dessus.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché. En cas de contestations, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservé par l'ARS Mayotte.

Tous les documents, correspondances et factures relatifs au marché doivent être rédigés en langue française.

Article 14. Correspondants

Le titulaire devra, lors de la notification du marché, se mettre en lien avec le référent technique au sein de l'ARS Mayotte.

Ce dernier sera garant de la bonne exécution des prestations et de la conformité avec les livrables du présent document.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, au moins un correspondant ayant qualité pour le représenter auprès de l'ARS au titre de l'exécution du marché. En cas de remplacement du représentant du titulaire, pendant la durée de validité du marché, l'ARS en est avisée par tout moyen permettant de donner une date certaine à la réception.

Article 15. Vérification/Admission des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par l'ARS Mayotte au moment de la livraison des fournitures et outils conformément aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 et suivants du CCAG FCS.

Article 16. Obligations des parties

16.1. Le titulaire s'engage

- à assumer une stricte confidentialité des informations auxquelles auront accès ses intervenants au cours de cette mission, à protéger tout ce qui est à trait aux renseignements et documents recueillis soit avant notification du marché, soit au cours de son exécution et notamment pour les documents présentant un caractère confidentiel afin notamment que les informations ne soient pas divulguées à un tiers qui n'a pas à les connaître ;
- à respecter les règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché;
- à respecter une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations et l'obligation de discrétion décrite à l'article 5 du CCAG-FCS.

16.2. L'ARS s'engage

A mettre à disposition du titulaire en permanence un interlocuteur habilité à lui fournir tout renseignement utile et nécessaire à la réalisation des prestations.

Article 17. Pénalités

17.1. Retard imputable au titulaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, à compter du lendemain du délai maximal de livraison, le titulaire sera passible d'une pénalité de 300€ par jour de retard et par véhicule.

Le titulaire, en cas d'absence non justifiée à une réunion, est également passible d'une amende de 150 € par réunion.

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par l'ARS Mayotte du retard par rapport aux délais d'exécution (délais partiels, délai global), sans mise en demeure.

Tout jour commencé, est compté en totalité.

17.2. Retard non imputable au titulaire

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ARS, ou si une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans

le délai contractuel (notamment un événement ayant le caractère de force majeure), les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Article 18. Sous-traitance

18.1. Désignation de sous-traitants

Les prestations exécutées par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payées dans les conditions suivantes :

- L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par une déclaration signée par le représentant de l'ARS et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance. La déclaration précise tous les éléments prévus aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la commande publique. Il indique en outre, pour les sous-traitants à payer directement, le compte à créditer ;
- L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

18.2. Modalité de paiement direct des sous-traitants par virement

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 19. Cotraitance

Dans le cas d'un groupement conjoint, les membres du groupement ne sont responsables de l'exécution du marché qu'à hauteur de leur prestation ;

Dans le cas d'un groupement solidaire, chaque membre du groupement s'engage sur la globalité de l'exécution des prestations ;

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, seul le mandataire se porte solidaire de toutes les autres entreprises membres du groupement.

Article 20. Modalités d'exécution du marché

20.1. Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié à l'ARS Mayotte par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception et dans les meilleurs délais.

Cette notification doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord des ARS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ARS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 (exclusion de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-10 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique.

20.2. Force Majeure

Les parties ne pourront être tenues responsables pour un manquement à l'une des obligations mise à leur charge par le marché qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur).

Le titulaire devra alléguer à l'ARS Mayotte son existence par lettre recommandée dès qu'il en aura connaissance.

Dans la mesure où de tels cas se poursuivraient pendant une durée supérieure à un 1 mois, les parties acceptent d'engager des discussions en vue de modifier les termes du marché.

Le marché et/ou les bons de commande qui en découlent pourraient alors être résiliés, sans indemnité de part et d'autre, par simple notification écrite.

Article 21. Responsabilité et assurance

L'ARS Mayotte dispose d'une assurance tout risque dans le cadre de la location de véhicules.

Pendant la durée du marché, le titulaire est responsable de toute dégradation ou destruction des fournitures mises ou laissées à sa disposition par la personne publique sur lesquelles il intervient directement ou auxquelles il a accès pour l'exécution du contrat, que ce soit dans ses propres locaux ou dans ceux de l'ARS Mayotte.

Le titulaire remet à la personne publique dans un délai de 15 jours à compter de la notification du bon de commande et avant tout commencement d'exécution une attestation d'assurance en cours de validité garantissant la responsabilité civile contre les accidents ou dommages de toute nature qui surviendraient de son fait ou de celui de ses sous-traitants pendant l'exécution du contrat.

Le titulaire veille à ce que les polices d'assurance en cause couvrent la durée totale du marché et souscrit des montants de garantie adaptés aux prestations objet du présent marché.

En outre, aucun règlement du solde, aucun remboursement de cautionnement, ne sera effectué au profit de toute personne qui ne pourrait produire les quittances nécessaires attestant qu'elle a intégralement payé la part des primes à sa charge.

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS Mayotte de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les 8 (huit) jours qui suivent sa décision.

Ces dispositions s'imposent aux cotraitants s'il y a groupement.

Article 22. Cession de créances

Le présent marché se conforme aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements est le Directeur Général de l'ARS ou son représentant habilité.

Dans le cas où les activités du titulaire sont cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution. A ce titre, l'ensemble des dispositions du présent marché s'appliquera au bénéficiaire de la cession.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'ARS quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du titulaire et du bénéficiaire de la cession.

L'ARS se réserve le droit de refuser le changement du titulaire, lequel, par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 (exclusion de plein droit) et L.2141-7 à L.2141-10 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du Code de la commande publique.

Article 23. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Un mode de règlement amiable prévu à R.2197-1 du Code de la commande publique sera d'abord recherché. Conformément à cet article, un différend ou un litige survenant entre le titulaire et l'ARS Mayotte, pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable compétent.

Les parties conviennent de saisir en premier lieu le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différents litiges relatifs marchés publics de Mayotte.

Le tribunal administratif de Mayotte est seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 24. Résiliation du marché

L'ARS Mayotte peut résilier le marché en cas de faute du titulaire. Cela consiste notamment à ne pas avoir, dans le temps imparti, remonté les livrables attendus.

Aussi, il peut le résilier aux torts du titulaire dans l'ensemble des cas énoncés à l'article 41 du CCAG FCS et notamment :

- si le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives à la protection du travail ou de l'environnement ;
- si le titulaire a méconnu ses obligations légales ou réglementaires relatives à la sous-traitance;
- si les renseignements produits par le titulaire à l'appui de sa candidature s'avèrent faux ou inexacts postérieurement à la signature du marché.

De plus, et par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, l'ARS Mayotte peut résilier le marché aux torts du titulaire dans les cas spécifiques suivants :

- non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle (sauf statut dérogatoire) ;
- non-respect des obligations précisées au cahier des charges constatées par une mise en demeure établi par le pouvoir adjudicateur.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

A défaut d'indication de délai, le Titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 25. RGPD

25.1. Préambule - précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

25.2. Description du traitement des données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations objet du présent marché.

25.3. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
- si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public ;
 - ✓ s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - ✓ reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

25.4. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

25.5. Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

25.6. Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique.

25.7. Sort des données (articles 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☒ Détruire toutes les données à caractère personnel ;

☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

Article 26. Echange et communication

L'ARS Mayotte se réserve la possibilité d'envoyer ses courriers recommandés par voie numérique. Le prestataire doit être détenteur d'une Identité numérique.

Avec la lettre recommandée en ligne, les courriers électroniques ont la même valeur juridique qu'un recommandé classique.

Article 27. Dérogations aux documents généraux

Articles du marché	Articles du CCAG FCS
13.3	4.1
17.1	14
24	41

ARS Mayotte

Centre Kinga – 90, route Nationale 1

Kaweni – BP 410 – 97600 MAMOUDZOU

02 69 61 12 25 – www.mayotte.ars.sante.fr

